

Le coin des experts

"Un rapport devrait être exigé de la communauté internationale, reconnaissant le droit à l'autodétermination de la République du Haut-Karabakh (RHK)," a déclaré le professeur **Aleksander Manassian** de l'Université d'Etat d'Erevan, docteur en philosophie et politologue.



"Nous n'avons pas fait assez attention à notre mentalité. Pourquoi avons-nous [nous les Arméniens] été victimes de massacres ? De tels événements ne se déroulent pas sans préparations. Nous ne connaissons toujours pas la position de l'Europe dans ce domaine. En outre, il faut admettre que l'Occident, qui visait à détruire l'Union soviétique, a soutenu pendant un certain temps, l'aspiration des Karabakhis pour l'indépendance, mais, par la suite, le Karabakh a cessé de l'intéresser."

Selon Manassian, les Arméniens n'étaient pas une minorité nationale en Azerbaïdjan, mais au contraire, parmi les peuples fondateurs de cet Etat.

"En outre, nous avons perdu la notion géographique du Karabakh. Le Karabakh n'est pas l'ex-région [soviétique] autonome, nous ne sommes pas sortis des limites du Karabakh. Au contraire, les parties centrales et septentrionales du Karabakh sont encore occupées par l'Azerbaïdjan. Quant au droit des Karabakhis à l'auto-détermination, les Azerbaïdjanais eux-mêmes ont reconnu ce droit à plusieurs reprises, *(Ndlt : fixant un vote probable douze ou quinze ans après la signature d'un accord de paix, mais toujours dans le cadre d'une intégrité territoriale)*. Le droit reconnu à l'autodétermination des peuples doit être respecté."